

Commune de SCY-CHAZELLES

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 10 décembre 2013

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 21
Conseillers présents : 16

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoint.

Mmes FLORI - ANTOINE - PATRICOLA - HERZHAUSER - DILLER
M. PERRET - TISON - OMINETTI - VINCENT - QUINIO - Conseillers.

Absents excusés : Mme GAUGIN → proc à Mme ANTOINE
Mme ANDRE → proc à M. DHIOS
M. KAUFFER → proc à M. le Maire
Absents : M. CORTINA - Mme CUSUMANO

Date d'envol de la convocation : 5 décembre 2013

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du jour

1. Approbation Conseil Municipal du 12 novembre 2013
2. Projet de modification des limites des cantons du département de la Moselle : Décision à Intervenir
3. Création des régies communales : remise à jour
4. Metz Métropole : Proposition d'une motion - Ecomouv'
5. Maîtrise des dépenses énergétique : Charte d'engagement Commune/Communauté d'Agglomération Metz Métropole/ Agence Locale de l'Energie et du Climat du pays Messin.
6. Cotisation USEP
7. Remboursement de sinistres
8. Remboursement sur mobilier micro-crèche
9. Modification tableau des effectifs
10. DPU
11. Divers

1) OBJET : APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 NOVEMBRE 2013

Aucune observation n'ayant été formulée, le Conseil Municipal du 12 novembre 2013 est approuvé à l'unanimité.

2) OBJET : PROJET DE MODIFICATION DES LIMITES DES CANTONS DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE : DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire fait part à l'Assemblée du projet de modifications de limites des cantons du département de la Moselle. Il explique que le principe du redécoupage était inévitable du fait de la volonté du gouvernement de diminuer le nombre d'élus et de rééquilibrer les cantons sur le plan de la densité.

Les candidats se présenteront en binôme (un homme et une femme) afin d'assurer la parité. Le nombre des cantons passe de 51 à 27 dans chaque canton. Cela entraîne une augmentation du nombre de conseillers généraux qui passeraient de 51 à 54.

Il fait part de la demande de M. WEITEN, Président du Conseil Général de Moselle de soutenir sa motion contre ce redécoupage.

M. le Maire précise que le Conseil Général a 6 semaines à compter de la réception du projet pour se prononcer sur le projet et demander d'éventuelles modifications et que seul, ce dernier est consulté, les élus municipaux ne l'étant pas.

M. le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir prendre en considération dans leur décision le fait que le Conseil Général est à nos côtés non seulement pour le financement de multiples opérations mais également pour la mise en place du PAEN et la maison de Robert Schuman.

Un long débat s'engage sur le bien fondé de ce découpage et sur la consultation des élus locaux par le Conseil Général et sa demande de soutien.

M. QUINIO ne prendra pas part au vote pour trois raisons :

- le projet prévoit l'augmentation du nombre de conseillers généraux
- le projet de l'ancien gouvernement de regrouper le Conseil régional et Général dans le but de diminuer le nombre d'élus était préférable.
- Cette motion est purement politique et ne se préoccupe pas du statut de l'élu.

Il explique également que ce n'est pas parce que le rôle du Conseil Général est entre autres de soutenir financièrement les communes qu'il faut à notre tour le soutenir sur le plan politique. Ce sont deux choses bien distinctes. Mmes DILLER et MAHIEU pensent également que la commune ne doit pas appuyer cette motion pour la même raison.

Mme PALUCCI explique qu'elle n'apprécie pas la façon dont le Conseil Municipal est mis en porte-à-faux par le Conseil Général : Scy-Chazelles se doit d'être reconnaissante pour de multiples raisons envers le Conseil Général mais cela n'implique pas forcément qu'elle soit en accord en tout ou partie avec ce qui est explicité dans la motion. Elle propose donc de ne pas soutenir la motion dans son ensemble mais de soutenir uniquement les points sur lesquels le conseil serait d'accord.

M. le Maire et M. NAVROT pensent qu'un examen paragraphe par paragraphe semble difficile.

M. le Maire explique que personnellement cette motion est tout à fait en accord avec sa pensée car il estime que dans ce nouveau redécoupage, il y a des cantons très importants en superficie, en raison de la faible densité des habitants et qu'il estime qu'un conseiller général doit être un homme de terrain et avoir une proximité réelle avec les habitants, ce qu'il juge difficile avec ce découpage

M. NICOLAY pour sa part estime également que l'objectif de la baisse des conseillers généraux n'est pas atteint.

Monsieur le Maire propose de passer au vote s'il n'y a plus de questions.

MOTION

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3113-2 ;

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral, notamment son titre I^{er} ;

CONSIDERANT que la loi visée ci-dessus implique, notamment en raison de la réduction de moitié du nombre de cantons, la révision globale de la carte cantonale du département de la Moselle ;

CONSIDERANT que, depuis leur création en 1791 et leur délimitation générale de 1801, les limites des cantons de la France métropolitaine n'ont, pour les trois cinquièmes d'entre eux, jamais été modifiées ; que 56 scrutins s'y sont déroulés depuis qu'ils sont devenus en 1833 le territoire d'élection des conseillers généraux ;

CONSIDERANT que le canton, qui constitue une unité administrative intermédiaire entre les communes et le département, sert aussi de base à d'autres découpages administratifs, économiques ou judiciaires ; qu'il est également le territoire d'intervention de différents services publics, comme la gendarmerie, l'éducation ou la poste ; qu'il définit en outre le cadre dans lequel sont collectées des statistiques ;

CONSIDERANT qu'une révision complète de la carte cantonale aurait dû normalement relever du pouvoir législatif, le décret n'étant prévu que pour des mises à jour « à la marge » ;

CONSIDERANT dès lors que ce bouleversement de la carte cantonale ne saurait intervenir que dans la transparence et la concertation ; que la concertation initiée par le Préfet, en mai et juin derniers, s'est limitée à la rencontre de quelques élus seulement, sans qu'on en connaisse ni le nombre ni les coordonnées ; qu'elle n'a fait l'objet d'aucune finalisation écrite connue ; que dès lors la transparence n'a aucunement été respectée ;

CONSIDERANT que les conseillers généraux, qui vivent au quotidien la réalité du territoire cantonal et des liens entre les communes nés de l'appartenance à ce territoire, sont les plus à même d'exprimer les solidarités géographiques, humaines, économiques, sociales et culturelles ;

CONSIDERANT que la délimitation des nouveaux cantons aurait dû s'efforcer de maintenir la représentation de l'ensemble des territoires du département au sein de l'assemblée départementale ; qu'en effet, l'objectif de parité poursuivi par la loi du 17 mai 2013 ne saurait justifier une atteinte au principe d'égalité des territoires ;

CONSIDERANT que dans sa réponse apportée au Sénat dans la séance du 15 octobre 2013, le ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du ministre délégué a rappelé que "Le redécoupage s'appuie autant que faire se peut sur la carte des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, ou EPCI, dans les départements qui disposent d'un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, le SDCI, et lorsque la configuration de celui-ci le permet. Quant tel n'est pas le cas, le travail s'appuie prioritairement sur la carte cantonale existante, ainsi que sur la carte des bassins de vie établie par l'INSEE pour l'année 2012".

CONSIDERANT que le projet de découpage élaboré par l'Etat et transmis par le Préfet d'abord le 4 novembre 2013 puis le 8 novembre 2013 ne respecte pas plusieurs de ces principes essentiels, et notamment pour les cas énumérés ci après :

CONSIDERANT en effet que dans la moitié des cas (13 cantons sur 27), ce projet ne respecte pas les périmètres des intercommunalités ; que même dans ces cas, la prise en compte du second critère, à savoir la limite des anciens cantons, n'est pas respectée à 8 reprises.

CONSIDERANT que 20 des 27 nouveaux cantons sont à cheval sur deux bassins de vie au moins, le record revenant au canton de Faulquemont avec 9 bassins : Creutzwald, Saint-Avold, Longeville-Les-St-Avold, Boulay, Faulquemont, Rémillly, Château-Salins, Pont-à-Mousson, Metz.

CONSIDERANT que le projet proposé augmente considérablement le nombre de communes par canton, l'écart maximum passant de 1 pour 38 (canton de Boulay), à 1 pour 128 (canton du Saulnois).

CONSIDERANT que le découpage du projet proposé ne respecte pas le tunnel de population des + ou -20 % de la moyenne départementale dans deux cantons : le canton du Saulnois (- 22,68 %) et celui de Thionville (+ 22,62 %).

CONSIDERANT que le projet proposé augmente considérablement la taille des nouveaux cantons ; 7 d'entre eux dépassant les 300 km, (soit le plus grand des cantons actuels), celui de Château-Salins atteignant près de 1 000 km², soit l'équivalent d'un carré de + de 30 km de côté.

CONSIDERANT que pour 6 nouveaux cantons les territoires sont à cheval sur deux SCOT ou un SCOT et un projet de SCOT ; que ce positionnement va à l'encontre des solidarités territoriales construites par les élus locaux ;

CONSIDERANT que le redécoupage génère, pour les territoires ruraux notamment, des distances conséquentes et des temps de parcours pénalisant ; à titre d'exemple on peut citer les 60 km séparant AJONCOURT et HONSKIRCH et représentant un temps de parcours de 1h05, dans le canton du Saulnois ou encore les 44 km séparant HAUTE-KONTZ et FALCK dans le canton de Bouzonville et représentant un temps de parcours de 58 mn.

CONSIDERANT que la réforme proposée supprime le statut de chef-lieu de canton à 23 communes en Moselle, à savoir : Albestroff, Ars-sur-Moselle, Behren-lès-Forbach, Boulay, Cattenom, Delme, Dieuze, Fénétrange, Florange, Fontoy, Grostenquin, Lorquin, Marange-Silvange, Moyeuvre-Grande, Pange, Réchicourt-le-Château, Rohrbach-lès-Bitche, Sierck-les-Bains, Verny, Vic-sur-Seille, Vigy, Volmunster et Woippy.

CONSIDERANT que dans 4 cas la commune désignée comme bureau centralisateur n'est pas la commune la plus peuplée. Il en va ainsi dans les cantons suivants :

- Metzervisse où Metzervisse est plus petite que Guénange
- Maizières-lès-Metz où Maizières-lès-Metz est plus petite que Woippy
- Rombas où Rombas est plus petite qu'Amnéville
- Château-Salins où Château-Salins est plus petite que Dieuze.

CONSIDERANT que la seule référence au critère démographique, fondé sur un encadrement strict de la population de chaque canton par rapport à la population moyenne, conduit inévitablement à la surreprésentation des parties urbaines, au détriment des secteurs ruraux, dont plusieurs cantons sont regroupés, voire supprimés ;

CONSIDERANT qu'une nouvelle délimitation des cantons élaborée sur le seul fondement de préoccupations électorales conduirait inévitablement à des recours contentieux, préjudiciables à la constitution et au bon fonctionnement de la nouvelle assemblée départementale ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, la concertation qui aurait dû précéder la publication du décret de délimitation des nouveaux cantons ne devait se borner au seul avis du conseil général exigé par la loi, exprimé sur un projet qui lui aura été transmis six semaines auparavant ; qu'elle aurait dû prendre la forme d' « Assises du redécoupage départemental dans la transparence », permettant aux élus départementaux, communaux et communautaires comme aux forces vives des chambres consulaires, aux entreprises, aux associations et à tout habitant du département d'exprimer leur opinion, en recourant notamment à un site Internet ouvert au public et à des cahiers d'observations ouverts à l'Hôtel du département et en mairie ; que la seule information à destination des communes et des EPCI a été initiée par le Conseil Général ;

et après en avoir délibéré,

émet un avis défavorable sur le projet de découpage cantonal tel qu'il a été transmis par le Préfet de la Moselle.

Adopté par 11 voix pour et 8 abstentions.

3) OBJET : CREATION DES REGIES COMMUNALES : REMISE A JOUR

Rapporteur : Monsieur le Maire

La Direction Régionale des Finances a demandé à la commune et ce, pour plus de clarté, de bien vouloir remettre à jour les actes constitutifs de notre régie Mairie et la nomination des régisseurs. En effet, certains actes sont pris depuis fort longtemps et on fait l'objet d'extensions au fil des ans.

Historique :

→ **Mairie Divers** : Encaissement du produit des photocopies et des dons divers (DCM création de régie du 19 février 1996) , de la participation des parents aux animations estivales (Extension régie DCM du 24 juin 1996), la locations des salles communales (Extension DCM du 20 janvier 1997), à

l'accueil périscolaires et aux CLSH (extension de la régie existante DCM 6 novembre 2000), des droits de place au marché (extension DCM du 13 août 2010), la participation au repas des Anciens. A été nommé régisseur, Madame ROSSEL Bernadette avec une indemnité de régisseur de 110 € et Suppléante, Madame GUITARD Marylise.

M. le Maire propose donc de prendre une délibération remettant à jour toutes les données, à la suite de laquelle et après avis du comptable, il prendra un acte constitutif concernant les divers encaissements Mairie ainsi que l'arrêté de nomination du régisseur. Celui-ci confirmera Mme ROSSEL en tant que titulaire et Mme GUITARD en tant que suppléante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R 1617-1 à R 1617-18 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 6143-7 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs ;

VU l'avis conforme de Monsieur le trésorier de Montigny Pays Messin ;

CONSIDERANT la demande de la Direction des Finances Publiques d'effectuer une mise à jour de la régie de recettes n°35 « Périscolaire, divers » en date du 30/03/1996 ainsi que l'acte de nomination du régisseur et de son suppléant ;

DECIDE

Article 1. Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement des produits suivants :

- Photocopies
- Dons
- Participations au repas des Anciens
- Location des salles communales avec ou sans vaisselle, encaissement des produits dues aux dégradations et à la casse ou à la perte de vaisselle,
- Droits de place du marché
- Participations des parents aux Animations Estivales, Accueil Périscolaire, Mercredis éducatifs et CLSH.

Article 2. Cette régie est installée à la **mairie de Scy-Chazelles**

Article 3. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur (ou de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver) est fixé à **10 000 euros**.

Article 4. Le régisseur doit verser la totalité des pièces justificatives des dépenses payées (ou la totalité des recettes encaissées) au moins tous les semaines et lors de sa sortie de fonction. Ces versements s'effectueront le dernier jour de chaque semaine.

Article 5. Le régisseur sera désigné par arrêté du Maire sur avis conforme du comptable.

Article 6. Le régisseur doit constituer un cautionnement de **1 220 €**.

Article 7. Le régisseur percevra **une indemnité de responsabilité** fixée, après avis du trésorier principal de **160 €** selon la réglementation en vigueur.

Article 8. Les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de quittances à souche ou contre factures

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise la remise à jour de l'acte de la régie Mairie comme rédigé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

4) OBJET : METZ METROPOLE – PROPOSITION DE MOTION – ECOMOUV'

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire rappelle que le gouvernement précédent avait décidé de créer une écotaxe pour dissuader le transport de marchandises par la route et l'orienter vers le rail ou la voie fluviale.

Cette taxe existe dans la majorité des pays européens.

On a pu voir dans les journaux les manifestations qui ont eu lieu essentiellement en Bretagne avec destruction de certains portiques.

L'agglomération messine est concernée par le retrait de cette taxe dans la mesure où la société Ecomouv', chargée d'en assurer la perception, est implantée sur l'ancienne base aérienne 128 (dédommagement du gouvernement dans le cadre des restructurations militaires). Elle emploie actuellement près de 250 salariés et devait arriver à terme à 400 salariés environ.

Si cette taxe venait à disparaître, l'agglomération perdrait ces emplois.

Le Président de Metz Métropole a donc écrit au Premier Ministre en ce sens et demande aux communes d'appuyer son courrier.

M. TISON fait le rapprochement de cette taxe avec le paiement des autoroutes. En effet, celles-ci devaient être payantes afin de permettre le remboursement des emprunts pour leur création. Depuis, les emprunts sont remboursés et celles-ci continuent à être payantes. On est en droit donc de se demander si cette écotaxe servira bien à l'entretien des voies abîmées par les camions de fort tonnage. On peut d'ores et déjà constater que les agriculteurs transportent leur récolte avec d'énormes tracteurs suivis d'une benne pour un tonnage supérieur à 35 t et ce, sur des voies départementales et ne sont donc pas soumis à l'écotaxe.

Il est proposé aux élus de Metz Métropole l'adoption de la motion suivante :

MOTION

« Depuis plusieurs semaines la mise en œuvre de l'éco-redevance sur les poids lourds a donné lieu à de nombreuses manifestations régionalistes ou corporatistes, conduisant le Gouvernement à annoncer son report jusqu'à ce qu'une mission d'information parlementaire n'apporte ses conclusions et préconisations.

Metz Métropole rappelle que l'éco-redevance sur les poids lourds a été votée à l'unanimité des parlementaires, toute tendance politique confondue, avec comme triple objectif :

- Réduire le recours inconsidéré au transport routier de marchandises par véhicules poids-lourds, coûteux pour l'environnement comme pour les contribuables;
- Assurer le financement des infrastructures de transport et faire payer, à juste titre, les poids lourds étrangers traversant la France pour éviter les taxes de toute nature des pays voisins;
- Favoriser les circuits de production courts.

Les aménagements du dispositif récemment adoptés (répercussion du coût de l'éco-redevance par une majoration forfaitaire des prix facturés aux donneurs d'ordre) permettent de mettre en œuvre cette redevance, en préservant les intérêts économiques légitimes des transporteurs, sans être à la charge du contribuable. La suspension et le report de l'éco-redevance est par conséquent regrettable.

L'exemple des pays européens voisins montre que ce type de redevance est une mesure pertinente.

Si le Premier Ministre annonce un report à Juin 2014, d'autres voix gouvernementales laissent néanmoins à penser que celle-ci pourrait être reportée à 2015.

Suite aux restructurations militaires qui ont fait perdre cinq mille emplois à l'agglomération de Metz Métropole, l'Etat s'était engagé en 2012 à y fixer les sièges d'Ecomouv' et du service des douanes associé, pour un total de quatre cent cinquante emplois. Cent cinquante douaniers sont d'ores-et-déjà déployés, plusieurs centaines de personnes ont été embauchées par Ecomouv' ou devaient l'être avant la fin de l'année, sur le site de l'ancienne Base Aérienne 128 qui sera prochainement propriété de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole.

Aujourd'hui, les contrats de quarante personnels salariés en CDD ou en intérim ont été résiliés. Les soixante personnes en formation (contrôleur) depuis une année ne seront pas embauchées en CDI comme cela était prévu et n'ont pour seule solution que de retourner à Pôle Emploi alors même qu'ils ont souvent épuisé leurs droits à indemnisation. Quatre-vingts personnes pré recrutées devaient en outre intégrer prochainement un programme de formation et sont aujourd'hui sans emploi. Les cent cinquante-six salariés déjà recrutés en CDI sur les sites d'Augny et de Marly sont, quant à eux, très inquiets face au risque de chômage technique inévitable si la situation d'inactivité venait à perdurer.

Les agents du Service des Douanes installés dans le quartier de l'Amphithéâtre et chargés de recouvrer l'Ecotaxe restent quant à eux suspendus aux décisions gouvernementales.

Pour ces raisons la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole

Appelle le Gouvernement à une prise de décision rapide sur la mise en œuvre de l'éco-redevance

Demande solennellement à la mise en place d'une veille sociale d'urgence pour accompagner les centaines de personnes qui subissent de plein fouet les conséquences gravissimes de cette décision unilatérale du Gouvernement pour l'activité et l'emploi à Metz Métropole, la Moselle et la Lorraine. »

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve le projet de motion du Président de Metz Métropole.

Adopté à l'unanimité.

5) OBJET : MAITRISE DES DEPENSES ENERGETIQUES : CHARTE D'ENGAGEMENT COMMUNE/COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION METZ METROPOLE/ AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DU PAYS MESSIN.

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Pour renforcer son animation après des collectivités et être au plus près des préoccupations des élus, l'ALEC du Pays Messin lance une nouvelle mission : le Conseil en Energie Partagé.

A travers un « homme énergie », technicien spécialisé et mutualisé entre les communes, l'ALEC du Pays Messin propose aux collectivités locales de les aider à mieux maîtriser leurs dépenses énergétiques.

Les objectifs de l'ALEC du Pays Messin sont à la fois de diminuer la dépendance aux énergies fossiles non durables, de réduire les émissions de gaz à effet de serre responsable des changements climatiques et de favoriser la production d'énergies renouvelables locales.

La mise en place d'un conseiller en Energie Partagé (CEP) apparaît comme un moyen d'apporter des solutions adaptées à des collectivités locales insuffisamment structurées pour répondre efficacement aux enjeux énergétiques. Il correspond aussi aux conclusions de l'actualisation du Plan Climat national de 2006, qui cite explicitement le développement d'un « service de conseil en énergie partagée, (...) au profit des communes les plus petites », ainsi qu'aux engagements pris actuellement dans le cadre du Grenelle de l'Environnement.

L'objectif de cette mission est de proposer une sensibilisation et une information personnalisée aux collectivités locales pour leur permettre de faire des choix pertinents en matière d'énergie sur leur patrimoine (bâtiments, éclairage des voiries...). Plusieurs communes mutualisent ainsi les compétences d'un conseiller qu'elles ne pourraient pas embaucher seules et bénéficient de l'expérience des autres collectivités. Le CEP agit en complément de l'intervention d'éventuels bureaux d'études.

De nombreuses actions sont réalisables immédiatement, accessibles à tous et adaptées aux capacités d'investissement de chaque collectivité.

Missions de base (prestations gratuites) :

- 1- Réalisation d'un diagnostic énergétique du patrimoine (analyse des factures des 3 dernières années....)
- 2- Mise en place d'un suivi énergétique annuel
- 3- Animation du territoire et mise en réseau des acteurs (conférences, visites de sites exemplaires, partage d'expérience...)

Le CEP proposera également des missions personnalisées souples et réalisées sur mesure.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer la charte concernant la maîtrise des énergies.

Adopté à l'unanimité.

6) OBJET : COTISATION USEP

Rapporteur : Madame ANTOINE

Comme chaque année, l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) a fait parvenir en mairie sa demande de subvention pour l'année scolaire 2013-2014. Le montant s'élève à 822.80 € ce qui représente 484 participations des élèves contre 551 l'an passé. La cotisation demandée par élève et par rencontre est de 1.70 €, identique à l'an passé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de verser une subvention de 822.80 € à l'USEP.

Adopté à l'unanimité.

7) OBJET : REMBOURSEMENT DE SINISTRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée le sinistre survenu le 10 juin 2012 à la mairie suite à la chute d'un administré lors des élections et du bris de la vitre de la porte d'entrée qui s'ensuivit.

Les dommages s'élevaient à 594.05 €. Ceux-ci ont été pris en charge intégralement par l'assurance de l'administré.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à procéder à l'encaissement des chèques correspondants d'un montant de 209.05 € et 385 €.

Adopté à l'unanimité

8) OBJET : REMBOURSEMENT SUR MOBILIER MICRO-CRECHE

Rapporteur : Monsieur NAVROT

La commune avait passé commande auprès de METRO du lave linge et du sèche linge dans le cadre de l'aménagement de la micro-crèche.

Toutefois, lors de la livraison, le sèche linge commandé était en rupture de stock et il n'y avait pas la possibilité d'en obtenir un autre de capacité équivalente.

METRO a donc proposé le remboursement du sèche linge. Un avoir ne pouvant être fait, un chèque de 1076.40 € doit parvenir très prochainement.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à procéder à l'encaissement dudit chèque.

Adopté à l'unanimité.

9) OBJET : MODIFICATION TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée de l'embauche de 5 CAE depuis Septembre. Deux sont venus renforcer les équipes des services scolaires et périscolaires et 3, les services techniques, ceci afin de pallier entre autres, à l'absence prolongée de M. SUROWANIEC qui ne pourra reprendre ses fonctions avant plusieurs mois.

Tableau des effectifs

GRADE	Nbre de postes au précédent tableau des effectifs	Nbre de postes au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
<i>Directeur Général des services - Attaché Principal</i>	1	1	1
<i>Adjoint Administratif 1^{ère} classe</i>	2	2	2
<i>Adjoint Administratif 2^{ème} classe</i>	4	4	2
<i>Brigadier Chef Principal</i>	1	1	1
<i>Agent de Maîtrise Principal</i>	1	1	1
<i>Adjoint technique principal 1^{ème} classe</i>	1	1	1
<i>Adjoint technique 1^{ère} classe 35 h</i>	4	3	3
<i>Adjoint technique 2^{ème} classe 35 h</i>	3	4	3
<i>Adjoint technique 2^{ème} classe 31h30</i>	1	1	1
<i>Adjoint technique 2^{ème} classe 10 heures</i>	1	1	1
<i>Adjoint technique 2^{ème} classe 23 h</i>	1	1	1
<i>Adjoint technique 2^{ème} classe non titulaire emploi occasionnel</i>	4	4	0
<i>Adjoint du patrimoine 1^{ère} classe</i>	1	1	1
<i>Animateur</i>	1	1	1
<i>Adjoint d'Animation 2^{ème} classe 35 h</i>	4	2	2
<i>Adjoint d'animation 2^{ème} classe 30 h</i>	1	1	1
<i>ATSEM Principale 2^{ème} classe</i>	1	1	1
<i>Agent spécialisé 1^{ère} cl. des écoles maternelles</i>	3	2	2
<i>Contrat d'Accompagnement à l'Emploi</i>	6	6	6
	41	38	31

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

,prend acte des modifications susvisées.

Adopté à l'unanimité

10) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Madame PALUCCI

Madame PALUCCI informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants

Terrain bâti	section 20 n° 323/83 – 328/64 - 329/64 (lots 4 et 11) 7 chemin de la Moselle
Terrain bâti	section 20 n° 323/83 – 328/64 - 329/64 (lots 2 et 7) 7 chemin de la Moselle
Terrain non bâti	section 1 n° 360/123 7 rue Drogon

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

,prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

11) OBJET : DIVERS

Néant

SCY-CHAZELLES, le 12 décembre 2013

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB